

Unité départementale Anjou Maine
Pôle Economie Circulaire
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy
– CS80145
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy d'Anjou, le 17 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



AGGLOMERATION DU CHOLETAIS

Les Humeaux
49340 VEZINS

Références : EC-2022-95-INSP-AdC-Cholet-RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2022 dans l'établissement AGGLOMERATION DU CHOLETAIS implanté Les Humeaux 49340 VEZINS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGGLOMERATION DU CHOLETAIS
- Les Humeaux 49340 VEZINS
- Code AIOT dans GUN : 0006310023
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La déchèterie de Vezins est une déchèterie de dernière génération exploitée depuis juin 2021. Elle est équipée de casiers pour les dépôts du bois, des gravats,... d'une plateforme de dépôt des déchets verts et d'une plateforme haut de quai équipée de garde corps au niveau des bennes. Les jours d'ouverture sont les lundi, mercredi, vendredi et samedi sous la surveillance de deux employés de Brangeon Environnement qui est le délégataire d'exploitation des déchèteries de l'Agglomération du Choletais.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- visite de récolement à l'arrêté d'autorisation préfectorale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 1.2.1	/	Sans objet
impact sur le milieu	Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 2.2	/	Sans objet
Mise en application de l'AP	Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 2.8	/	Sans objet
Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 6.3	/	Sans objet
Locaux	Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 7.2.2	/	Sans objet
Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 4.2	/	Sans objet
Protection des milieux	Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 7.3.1	/	Sans objet
Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 7.4.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que la déchèterie est très bien entretenue. Aucune non conformité n'est constatée. Des remarques relatives à la mise en place d'une signalisation au niveau de la vanne de barrage en sortie du bassin de confinement et de l'affichage du numéro de la réserve incendie enterrée ont été signalées à l'exploitant qui s'est engagé à les prendre en compte.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées Installations de Collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 : 2710.1.a - déchets dangereux (DDM, huiles...) : 5t , Déchets d'amiante liée : 4 t Total 9 t 2710.2.a - déchets non dangereux : 1 100 m3.
Constats : La mise en service des installations date du 2 juin 2021. Actuellement, la collecte de déchets d'amiante n'est pas mise en place. Le volume maximum de déchets non dangereux entreposé est d'environ 900 m3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : impact sur le milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, impact sur le milieu naturel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les mesures suivantes liées la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage) :</p> <ul style="list-style-type: none">- conservation de la haie bocagère située à l'Ouest ;- conservation des sujets principaux (chênes pédonculées) situé dans la haie au nord du site qui sont intégrés dans l'aménagement de la déchèterie. Des mesures sont mises en œuvre par l'exploitant afin de compenser les zones humides impactées par la déchèterie. <p>La compensation de 9 300 m2 de zones humides détruites est réalisée avec :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'acquisition foncière d'une bande de terrain de part et d'autre du ruisseau ainsi que la prairie humide située entre la déchèterie et le ruisseau de la Moutinerie, soit près de 3 ha ;- la restauration du ruisseau avec un rechargement granulométrique sur tout son linéaire, soit 450 ml, au regard du profil en long du ruisseau ;- le remodelage de la parcelle avoisinante en rive droite pour lui donner un caractère humide ;- le remodelage de certains points des berges pour augmenter les capacités de débordement du ruisseau ;- la restauration d'une mare existante ;- la création de trois mares afin de diversifier les habitats humides qui seront déconnectées du ruisseau ;- la plantation d'une nouvelle haie en rive droite du ruisseau. <p>L'exploitant met en place une gestion sous bail environnemental des zones humides restaurées. Un suivi des mesures compensatoires est mis en place afin de s'assurer de la bonne exécution des travaux, de la gestion et de l'entretien des aménagements réalisés et évaluer leur bon fonctionnement .</p> <p>Ce suivi est réalisé à minima la première année, la troisième et la cinquième année et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de la Direction Départementale des Territoires du Maine-et-Loire — Service Police de l'Eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>La compensation des zone humides a été réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation. Un bail environnemental a été mis en place avec un agriculteur riverain pour l'entretien. En septembre 2021, des prestations de fauchage des prairies et d'entretien du ruisseau ont été réalisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en application de l'AP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 2.8
Thème(s) : Autre, Récolement de l'AP
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois suivant la mise en service des installations, l'exploitant procède à un récolement des dispositions du présent arrêté. Pour chaque prescription, ce bilan justifie la pertinence et le dimensionnement des mesures techniques et organisationnelles retenues pour les respecter. Si certains travaux ne sont pas achevés ou si des écarts apparaissent, l'exploitant précise les délais de leur réalisation ou de leur résorption effective.
Constats : Le bilan de récolement de l'arrêté d'autorisation a été remis à l'inspection des IC lors de la visite d'inspection. Aucune non conformité n'est recensée. Les contrôles réglementaires (vérification des installations électriques et des extincteurs, contrôle des niveaux sonores, analyses des rejets d'eau) devant être réalisés dans l'année qui suit la mise en service des installations sont programmées pour le mois d'avril 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder, par un organisme extérieur, à une campagne de mesures des niveaux sonores représentatifs de l'activité du site dans un délai d'un an suivant la notification du présent arrêté.
Constats : Le contrôle des niveaux sonores est programmé d'ici juin 2022. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit être réalisé durant les activités représentatives du site. Le broyage de déchets verts au moyen d'un broyeur mobile tel que prévu dans l'arrêté d'autorisation n'est pas mis en place. Les déchets verts sont évacués vers des centres de compostage .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Justificatifs de tenue au feu des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux d'entreposage des déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes : matériaux A2 s2 dO. Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les locaux gardien, pédagogique, réemploi et déchets dangereux des ménages (DDM) sont équipés de détecteurs de fumées. Les locaux à risque incendies sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle et/ou mécanique de fumées et de chaleur.
Constats : Les locaux des déchets dangereux des ménages sont en parois REI 120 et ouvertures EI 30 (justification jointe avec le plan de récolement des locaux). Ils sont équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation mécanique de chaleur ou de fumées et munis de détecteurs de fumées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des eaux
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des eaux pluviales est vidangé et nettoyé régulièrement, au moins une fois par an avec un contrôle du dispositif de filtration et d'obturation.
Constats : Le débourbeur déshuileur a été nettoyé et vidangé le 15 décembre 2021 par la société SARP OSIS OUEST (vu le BSD correspondant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, confinement des eaux
Prescription contrôlée : La fonction de confinement des eaux est réalisé par le bassin de rétention des eaux pluviales dont le volume total est de 350 m3. Sa sortie est équipée d'une vanne de fermeture capable d'interdire tout rejet en cas de pollution.
Constats : La procédure relative à la mise en place de la vanne de fermeture au niveau du débourbeur déshuileur est affichée dans le local gardien mais aucune identification ne se trouve au niveau du bassin de confinement. L'inspection des IC demande à l'exploitant de mettre en place une signalisation de la vanne de fermeture et la procédure au niveau du bassin de confinement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, ressources en eau
Prescription contrôlée : Le site dispose d'un poteau incendie, permettant de fournir un débit de 60 m3/h, relié à une cuve enterrée de 120 m3. Les attestations de conformité relatives à l'installation, la réception et la mise en service de ces moyens sont disponibles.
Constats : L'exploitant dispose du PV de réception du SDIS de la cuve enterrée de 120 m3 date du 6 mai 2021. Il s'engage à afficher le numéro de la réserve incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet